

CONGRÈS DE L'U.N.E.F.

Vers un nouveau Dijon ? ⁽¹⁾

Le 55° Congrès de l'U.N.E.F. vient de se dérouler à Grenoble. Les délégués des associations générales d'étudiants (A.G.E.) devaient définir une orientation générale pour l'année et élire la direction nationale chargée de la faire appliquer ; c'est dire qu'il leur fallait tenir compte non seulement de la pratique de leur A.G.E. et du mouvement, mais aussi du contexte politique global.

Rapport moral ou rapport d'orientation ?

Le rapport moral posait au-delà d'un bilan par trop optimiste de l'année écoulée une orientation implicite qui devait peser sur les débats du congrès.

Le bilan constate tout d'abord la relative réussite de la mobilisation des étudiants durant la campagne revendicative du second trimestre. En effet, cette campagne a montré que l'U.N.E.F. a su garder le contact avec un milieu dont elle est censée représenter les intérêts objectifs ; elle a surtout su exprimer le malaise des étudiants face à la mise en place du plan Fouchet.

C'est ainsi à Orsay, Poitiers, Lille, Paris-Lettres et Rennes, où, dans la plupart de ces villes, la grève a été votée à 80 % par les étudiants. Mais il ne fallait pas attendre de cette campagne revendicative plus qu'une manifestation d'existence de l'U.N.E.F. au moment où le syndicalisme étudiant traversait une grave crise.

Le second volet du bilan constatait que la réorganisation financière et administrative était en bonne voie ; il existe dès lors pour l'U.N.E.F. des possibilités objectives d'intervention à la rentrée qui ne seront pas hypothéquées par le non-fonctionnement de l'appareil.

Mais ce rapport moral contenait aussi une orientation implicite qu'on avait déjà pu noter dans l'activité du bureau national

sortant. Ainsi, la réorganisation administrative allait vers une forme de centralisme permettant d'accroître l'intervention bureaucratique de la direction nationale. Mais c'est surtout dans la définition de l'U.N.E.F.-et sa situation par rapport à l'ensemble des forces de gauche que ce rapport moral marquait une certaine orientation.

Syndicalisme de masse plus unité intersyndicale ?

Le syndicalisme de masse est présenté en soi comme une nécessité absolue et immédiate pour l'U.N.E.F. ; mais le rapport moral n'en indique ni le contenu politique ni par quelles médiations le mouvement étudiant pourrait redevenir le syndicat de la majorité des étudiants avec un contenu politique réel.

La conception de ce que devrait être une unité des syndicats étudiants, enseignants et ouvriers sur les problèmes de l'enseignement, et plus particulièrement en ce qui concerne l'institution universitaire, est nettement insuffisante. Le bureau national ne montre ni les conditions ni les dangers de cet « intersyndicalisme », le danger principal étant un alignement pur et simple de l'U.N.E.F. réduite à l'état de force d'appoint sur les positions des organisations enseignantes dont le moins qu'on puisse dire est que leurs stratégies ne sont pas orientées directement vers le socialisme.

Ainsi le rapport moral refuse de voir les véritables problèmes posés par les limites de l'intersyndicalisme et donne la priorité à la construction d'un mouvement quantitativement important. Ce mouvement aurait alors la possibilité de définir une politique intersyndicale claire et offensive, fondée sur un projet politique non ambigu. C'est l'inverse qu'il aurait fallu faire. Le renforcement quantitatif est conditionné par le renforcement politique.

Aux termes de ce rapport moral, les délégués mettaient déjà des noms aux différents postes du bureau national. Celui-ci s'orientait vers une « synthèse » entre l'A.G.E. de Lille et le cartel des Ecoles normales supérieures dont les dirigeants avaient été les seuls à présenter un texte et qui constituaient donc le pivot de la future direction nationale.

L'U.N.E.F. cette année

Ce qu'on a appelé crise de l'U.N.E.F. n'est pas la résultante simpliste d'un désintéressement des étudiants à l'égard de leur syndicat. On peut parler de crise politique dans la mesure où les A.G.E. ne sont pas capables de définir un projet politique cohérent susceptible de rassembler une majorité. Si on place à part les corporatistes traditionnels qui représentent la droite, les tendances sont constituées par le « centre » et la gauche syndicale.

Dans la mesure où les A.G.E. « centristes » (Lille...) ont toujours été incapables de définir un projet politique pour l'U.N.E.F. et se sont contentées de mettre l'accent sur leur propre pratique (gestion, syndicalisme de masse *en soi*, unité syndicale *en soi*) elles ont été forcées de soutenir depuis trois ans la gauche syndicale au pouvoir.

Bien que minoritaire, la gauche syndicale était donc hégémonique dans le mouvement. Inscrivant les luttes étudiantes dans la perspective du socialisme, elle a développé son intervention à la fois contre les conditionnements idéologiques de l'étudiant (contenu de l'enseignement, rapport étudiant - professeur) et contre la mise en place de structures de formation adaptant l'Université au néo-capitalisme. Mais l'échec de la gauche réside dans le fait qu'elle n'a pas été capable à la base et dans l'ensemble du mouvement de développer une pratique adéquate à sa vision politique ; il y a à cela plusieurs raisons. D'une part, les organisations politiques françaises ont été incapables séparément ou ensemble d'offrir un horizon politique à long terme aux luttes étudiantes. D'autre part, dans la mesure où les étudiants ne sont pas directement insérés dans la lutte des classes, il est difficile de dépasser un niveau de conscience moderniste sans le support d'organisations politiques capables de former des militants syndicalistes pouvant exploiter politiquement à la base les

mots d'ordre du syndicat ; c'est sur ces problèmes que la gauche de l'U.N.E.F. était divisée.



(Photo Elie Kagan.)

J.-F. Nallet,
 président de l'U.N.E.F.

Majorité et minorité

L'ancienne majorité (hétérogène) s'était regroupée autour de la fédération des groupes d'études de lettres (F.G.E.L.), qui participait à la dernière direction nationale. Elle proposait, à partir de la revendication de l'allocation d'études pour tous les étudiants, une lutte contre le statut d'assisté de l'étudiant et estimait nécessaire, pour l'élévation du niveau de conscience politique de celui-ci, de dévoiler au milieu les conditionnements socio-culturels dont il est l'objet.

A ceux-ci, la minorité rétorquait qu'une telle intervention ne pouvait aboutir qu'à la transformation du syndicat en mouvement

de jeunesse politisé. Elle proposait une démarche dite de « pédagogie progressive ». En partant des problèmes immédiatement vécus par les étudiants dans leur travail et par la médiation d'une série d'interventions politiques dans les amphis et les T.P, (structures de base), elle estimait que le niveau de conscience des étudiants pouvait s'élever et, dépassant le cadre des luttes corporatistes, aboutir à une contestation du système. Il fallait montrer que chaque intervention syndicale, chaque réforme de structures proposée se situait dans une perspective politique à long terme. Mais dans ces deux conceptions, il manquait la définition du relais politique que les organisations de gauche ont été incapables d'apporter. Dans ce contexte de luttes de tendance et d'incapacité pour l'U.N.E.F. de répondre de manière cohérente au plan Fouchet, on en est arrivé à une baisse de militantisme, à un manque de militants formés, ce qui, entraînant une absence totale d'intervention à la base, a conduit à la bureaucratisation du syndicat.

Une campagne revendicative de cette année ne pouvait être qu'ambiguë dans la mesure où les mots d'ordre sans signification politique étaient perçus différemment. Il n'y a eu en fait qu'une exploitation du malaise étudiant pour redorer le blason de l'U.N.E.F., malgré une volonté pédagogique incontestable.

Une orientation pour l'U.N.E.F. ?

Après le rapport moral, le congrès fut essentiellement tactique, personne ne proposant de perspectives pour la gauche syndicale. Seules les écoles normales supérieures proposèrent une orientation qui fut finalement adoptée.

L'analyse des dirigeants des E.N.S. repose sur le postulat suivant : on doit aboutir à une transformation démocratique de l'Université, et donc mettre en cause les structures universitaires, par exemple, structures actuelles du recrutement. On revendiquera sur des objectifs partiels allant dans le sens de cette démocratisation de l'Université.

Une telle analyse peut apparaître ambiguë dans la mesure où en attachant une trop faible importance à la liaison de l'Université française avec les structures

économiques et sociales du néo-capitalisme français, elle risque de se cantonner dans des revendications purement catégorielles. Ainsi, cette orientation est nettement en retrait sur les positions de la gauche syndicale, soucieuse de promouvoir des luttes débouchant sur le socialisme.

La nouvelle direction risque de se contenter d'accords syndicaux partiels et exclusivement défensifs, dans la mesure où elle abandonnera, lorsqu'elle conclura ces accords, toute vision politique globale et à long terme.

Perspectives du bureau national

En fait, on peut formuler un certain nombre d'inquiétudes quant à la validité des prochaines interventions syndicales de l'U.N.E.F., surtout si le nouveau bureau national ne précise pas comment il entend mener la campagne revendicative contre le Plan Fouchet. Il est à craindre de voir abandonner tout l'acquis théorique qu'avait pu apporter la gauche syndicale dans son analyse de l'Université capitaliste.

Les luttes menées par l'U.N.E.F. seraient alors des combats défensifs ; elles ne porteraient que sur des points isolés et sur les incohérences internes du Plan Fouchet, mais elles n'auraient pas la moindre perspective politique.

En réalité, l'avenir de l'U.N.E.F. est conditionné par l'attitude de la gauche syndicale. Le fait que celle-ci ait accepté à Grenoble de laisser s'engager l'expérience actuelle n'implique nullement qu'elle renonce à faire progresser des mots d'ordre correspondant à son projet politique. La gauche syndicale doit pour cela proposer à la fois, une pratique adaptée à la situation des étudiants à l'Université, une stratégie des alliances avec les forces réellement socialistes de la gauche syndicale et politique, des objectifs qui s'insèrent dans une lutte globale contre le régime gaulliste, expression du néo-capitalisme français.

Gilles Boyer et Jean Tercé.

(1) Congrès de 1963 qui a défini les bases d'une stratégie syndicale pour l'U.N.E.F.